

Recherches sociographiques



Michel VASTEL, *Bourassa*

Jean Crête

Volume 34, Number 2, 1993

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056773ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056773ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Crête, J. (1993). Review of [Michel VASTEL, *Bourassa*]. *Recherches sociographiques*, 34(2), 329–330. <https://doi.org/10.7202/056773ar>

COMPTES RENDUS

Michel VASTEL, *Bourassa*, Les Éditions de l'Homme, 1991, 317 p.

De monsieur Bourassa, premier ministre du Québec, Michel Vastel écrit : «... l'on se voit souvent forcé de ne formuler sur lui que des opinions.» (P. 10.) En fait, cet ouvrage de plus de trois cents pages ne nous présente que bien peu de faits sur l'homme politique en tant que tel. Les premiers chapitres, qui portent sur sa vie personnelle, reprennent ce qui a déjà été publié ailleurs sans détails supplémentaires. On nous rappelle où il est né, où il a étudié, qui il a épousée. Notons que, contrairement à d'autres auteurs, Vastel ne prétend pas que Robert Bourassa soit économiste de formation, ni qu'il a obtenu une maîtrise en économie d'Oxford. En le présentant comme un homme intègre, très près de sa compagne et de ses enfants, très centré sur la vie familiale, Vastel nie, par le biais, les ragots qui circulent dans la Capitale sur ce client du Château Frontenac.

Cet ouvrage n'est pas une biographie. Il s'agit d'une analyse des négociations constitutionnelles Canada-Québec au temps de Robert Bourassa dont la carrière politique «suit depuis vingt-cinq ans une trajectoire parallèle aux tentatives répétées du Québec d'assumer son identité sans remettre en cause les conditions d'un armistice conclu, il y a très longtemps, avec un Canada anglais bien différent de ce qu'il est actuellement» (p. 10). Une lecture parallèle du *Johnson* de Godin nous permet de constater que la position constitutionnelle de Robert Bourassa est à peu près celle de l'ancien premier ministre du Québec, Daniel Johnson, le panache en moins.

L'ouvrage débute avec l'échec du Lac Meech et raconte la saga constitutionnelle Québec-Canada des vingt-cinq dernières années en précisant le rôle qu'a joué Robert Bourassa. Cependant, certains faits rapportés ne sont pas exacts, comme le journaliste Gilles Lesage du quotidien *Le Devoir* nous l'a déjà fait remarquer.

Au chapitre six, Vastel rappelle rapidement l'histoire du concept de société distincte dans le rapport Pépin-Robarts, dans le *Livre beige* du Parti libéral du Québec et dans le rapport de la commission Macdonald. L'auteur laisse entendre (p. 150) qu'une des motivations de Bourassa pour accepter l'Accord du Lac Meech était peut-être d'ébranler le séparatisme et de donner un fameux coup de main au fédéralisme dans la province de Québec. L'entente de Charlottetown de 1992 viendrait plutôt donner raison à Vastel.

L'auteur fournit aussi quelques informations sur la manipulation de la presse pendant les négociations intensives entre les premiers ministres en 1990. Les meilleures pages du livre

sont peut-être celles qui traitent de l'organisation du gouvernement fédéral en matière de négociation constitutionnelle et de l'épisode du Lac Meech. Heureusement, cet épisode dans la vie de Bourassa couvre plus de la moitié du livre. Dans les chapitres suivants, l'auteur nous raconte ce qui s'est passé et, le plus souvent, met en lumière ce qui ne s'est justement pas passé entre Québec et les autres provinces au cours de la période de ratifications des amendements constitutionnels à l'entente du Lac Meech. À la lecture de ce qui nous est révélé, on peut constater à quel point le gouvernement du Québec est « provincial ». Vastel nous fait la démonstration que ni le gouvernement du Québec, ni celui d'Ottawa n'ont suivi attentivement le dossier constitutionnel après l'entente de Meech jusqu'à son éclatement avec les McKenna, Wells et Carstairs.

La connaissance de Vastel sur la bureaucratie fédérale en matière constitutionnelle lui permet de préciser qui fait quoi, comment on organise, réorganise, camoufle, recrute, cajole, menace et comment la bureaucratie fédérale garde toujours le cap malgré vents et marées. L'auteur fait ensuite le point sur les positions des acteurs principaux dans les provinces canadiennes autour de la réforme constitutionnelle avortée de 1987-1990. Il a interrogé les premiers ministres des provinces et nous livre succinctement des éléments essentiels qui permettent d'apprécier les erreurs du Québec dans cette longue bataille. Le chapitre dix qui traite plus longuement du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve est particulièrement révélateur. En lisant cette tranche, on se demande pourquoi Vastel n'a pas consacré tout son livre à l'histoire de l'échec de la ratification des amendements négociés au Lac Meech.

Le lecteur doit se souvenir que Michel Vastel est un journaliste, correspondant parlementaire : son ouvrage revêt les qualités et les défauts du métier. Si on lit *Bourassa* avec des attentes biographiques comme le titre nous y invite, il faut s'attendre à être déçu, car il s'y trouve très peu de choses à apprendre sur la personne même du politicien ou sur sa carrière. Au sujet du premier ministre québécois de 1970 à 1976 par exemple, un mince chapitre, sans la moindre allusion à un certain Paul Desrochers ! Le livre de Vastel vaut pour son analyse des rapports entre Québec et les autres acteurs canadiens dans les péripéties constitutionnelles de 1987-1990. On souhaiterait qu'il poursuive le récit de la saga constitutionnelle pour la période 1990-1992.

Jean CRÊTE

*Département de science politique,
Université Laval.*

Louis BALTHAZAR, Guy LAFOREST et Vincent LEMIEUX (dirs), *Le Québec et la restructuration du Canada (1980-1992): enjeux et perspectives*, Québec, Les Éditions du Septentrion, 1991, 442 p.

Dans la foulée du débat constitutionnel qui a suivi l'échec de l'accord du lac Meech en juin 1990, un grand nombre d'essais ont été publiés exposant divers scénarios quant aux futures relations entre le Québec et le Canada. *Le Québec et la restructuration du Canada* se